



Assemblée générale - 1^{er} avril 2025
Rapport moral 2024

Ne pas renoncer face à la brutalisation du monde

Daniel Goldberg
Président de l'Uniopss

« Nous avons, au total, beaucoup plus de choses à faire que nous n'avons de personnes pour le faire. Si le déplacement des pouvoirs politiques en matière sociale et médico-sociale oblige les URIOPSS, ainsi que beaucoup d'associations locales, à négocier plus qu'hier avec les autorités départementales, les mutations en cours, l'adaptation des façons d'agir à des situations et à des réglementations très mouvantes font que l'UNIOPSS est, dans le même temps, de plus en plus interrogée, sollicitée ou rendue inquiète par les ministères parisiens. C'est à tous les niveaux que les besoins d'information, de documentation, de conseil et de réflexion prospective s'expriment et doivent être satisfaits. Plus que jamais, il faut que les réactions, les initiatives, les impulsions majeures soient concertées par et pour l'ensemble de notre organisation. »

C'est par ces mots, que je pourrais presque reprendre à l'identique aujourd'hui, que François BLOCH-LAINÉ, alors président de l'UNIOPSS, tenait des propos liminaires au rapport d'activité de notre Union pour 1985.

Il y a donc 40 ans, les questionnements, la nécessité de penser nos rapports aux autorités publiques, les moyens dont nous disposons pour peser dans les débats et notre obligation commune d'avoir une organisation mieux adaptée aux temps présents étaient quasiment les mêmes qu'aujourd'hui. Bien sûr, beaucoup d'évolutions ont eu lieu depuis et l'Uniopss a su, au cours des quatre dernières décennies, progresser, se développer, répondre présent, tout en rencontrant des difficultés qu'elle a su à chaque étape surmonter.

Pour l'Uniopss, cette année 2024 a été un moment de réflexion, de mobilisation et d'affirmation.

Une année de réflexion sur la situation de la société française, sur l'apport considérable des associations des solidarités et de la santé à la pérennité des valeurs constitutives de la République.

Une année également où nous avons rappelé la pertinence très actuelle pour les personnes accompagnées comme pour nos adhérents d'une structure comme la nôtre, de dimension nationale, intersectorielle et à l'ancrage territorial déterminant, à la fois union et porte-voix, qui fait sa priorité des droits fondamentaux des personnes accueillies et accompagnées et de celles qui devraient l'être, et qui par là-même promeut l'intérêt d'acteurs non lucratifs forts dans tous les territoires pour les mettre en œuvre.

Cette réflexion dans cet ordre – les droits fondamentaux comme valeurs, les acteurs associatifs comme vecteurs – est la base depuis l'origine de notre Union et est le cœur du projet politique et stratégique « *Résolument humains !* » voté en décembre 2023.

Ce dernier, qui est notre ligne de conduite pour les années 2024-2030, ne pouvait pas mieux démontrer la justesse de son positionnement tant nous sommes entrés dans des temps incertains et tant, dans ce contexte, le fait que les associations de notre réseau sont, elles, bien solides sur leurs bases, constituent pour la société tout entière un atout considérable.

Cette année 2024 a aussi été celle d'une mobilisation du Réseau Uniopss dans tous les champs des solidarités et de la santé. Du rappel des engagements, en partie non tenus, pris par les décideurs publics lors de la Conférence des métiers du 18 février 2022, aggravant ainsi la pénurie des métiers de l'humain, à la cacophonie de ces mêmes décideurs concernant les *Oubliés du Ségur* dont l'accord conventionnel agréé et étendu pendant l'été s'applique à toutes les structures, mais les laissent financièrement exsangues par le refus et/ou l'impossibilité de le financer, notamment de la majorité des départements, mais aussi des régions et d'une partie des ministères concernés.

Une mobilisation qui a vu le Réseau Uniopss, avec les Unions régionales et les adhérents présents, présents à tous les rendez-vous dans les champs du handicap, du grand-âge – toujours sans grande loi pour l'autonomie -, de la protection de l'enfance dont la crise s'aggrave particulièrement, de la petite enfance, de la lutte contre l'exclusion, de la santé, du secteur habilité, du logement accompagné, du travail social ou encore du lien social. Dans tous ces secteurs, l'Uniopss a appelé les différents acteurs à s'unir pour peser plus et mieux dans le débat public.

Enfin, cette année 2024 a été celle de l'affirmation, brandie notamment dans notre 35^{ème} congrès qui a été une grande réussite : « *Fiers de prendre soin, Fiers d'être engagés* ». Dans un contexte politique à la fois désagrégé et laissant suinter et se propager des discours contraires à nos valeurs fondamentales, cette affirmation de l'attention aux autres constitue un véritable Front des solidarités à partir duquel la société française peut se sentir plus forte.

Mais cette année 2024 et encore plus les premières semaines de 2025 dévoilent un nouvel ordre du monde qui s'installe sous nos yeux. Il est symbolisé par des attaques venant d'une puissance conquérante à l'est de l'Europe qui nous ramène à des temps que l'on croyait révolus en Europe, et, à l'ouest de notre continent, d'une remise en cause fondamentale de

l'État de droit, de la prise en compte collective des inégalités de vie et de la nécessaire transition écologique et récemment de la solidarité élémentaire que l'on peut attendre d'une nation alliée depuis tant d'années.

Le premier risque pour les acteurs des solidarités et de la santé serait, face à tous ces dangers, d'être dans une forme de renoncement à être ce que nous sommes et ce pourquoi nos associations se sont créées et développées. Le premier risque pour la société française serait de passer par pertes et profits en économie de guerre de tout ce qui fait l'action sociale dans notre pays.

Il ne s'agit pas d'un combat d'arrière-garde. A celles et ceux qui pensent que la solidarité et la fraternité sont des mots d'ordre dépassés, on ne peut que leur proposer d'essayer l'indifférence à leur propre situation et à celle de leurs proches, ce à quoi ils ne se risquent jamais.

Ainsi, être pleinement conscients des transformations en cours ne doit pas nous anesthésier. Face à une forme de dérégulation généralisée de l'État social - voire de l'État tout cours - qui a déjà lieu dans de nombreux pays comme en Argentine, nous opposons un modèle de société fait de respect de l'autre, de prise en compte de la solidarité comme moyen pour toute la société de se développer. Et la guerre à nos portes tout comme la remobilisation de nos outils de défense nationale ne peuvent nous faire perdre ce but.

Mais cela suppose que nos concitoyens ressentent, dans leur vie quotidienne, des politiques publiques à la hauteur de leurs besoins. Un discours moral, certes toujours nécessaire contre la brutalisation du monde ne suffira pas à gagner les cœurs et les esprits. Il s'agit de garder la confiance dans la mutualisation des risques de l'existence telle que l'organise notre protection sociale depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Pour cela, rien ne vaut que de partir des réalités de terrain, du « 1^{er} kilomètre » dans tous les territoires de vie.

Ainsi, il faut redoubler d'énergie pour sortir d'une forme d'apesanteur de la décision publique que nous connaissons depuis trop longtemps maintenant, et cela dans tous les champs des solidarités. Cela demande de faire des choix, des choix partagés avec les citoyens et co-construits avec celles et ceux qui les mettent en œuvre, les acteurs du quotidien que nous sommes.

Ainsi, plutôt que de les voir comme des empêcheurs de décider, les responsables politiques qui croient en notre pays ont tout intérêt à voir les corps intermédiaires tels que l'Uniojss comme des facilitateurs de l'action publique.

Repenser un contrat social du XXI^{ème} siècle à partir d'états des lieux partagés, réfléchir à moyen et long termes plutôt que de courir après les urgences constituent une étape essentielle pour que nos concitoyens ne se réfugient pas dans des impasses collectives. Pour les acteurs des solidarités, ce chemin escarpé est d'autant plus exaltant que nous n'avons pas d'autre choix que de nous y engager pleinement.

Ainsi, François BLOCH-LAINÉ voyait juste en 1985 : nos moyens réduits face à la hauteur de la tâche nous invitent encore plus à concevoir et faire vivre une organisation la plus adaptée aux temps présents, à franchir sans doute des étapes déterminantes vers une plus grande intégration afin d'être plus efficaces ensemble. C'est tout l'enjeu de la période qui s'ouvre.